

# Citoyen du monde à Montrouge

numéro 98 Septembre 2012

## L'Europe, question taboue ?

Lors de son intervention le 9 septembre sur TF1, François Hollande n'a pas dit un mot sur l'Europe.

Pourtant, ce sont bien la question de l'euro, et la question de l'Europe, qui pèsent lourdement sur les politiques conduites dans les Etats européens, la Grèce, le Portugal, l'Espagne, l'Italie... et bien sûr la France.

Le paysage bouge rapidement.

Le président de la Banque Centrale Européenne, Mario Draghi, annonce le 6 septembre que la BCE va racheter des emprunts d'Etat sur le marché, pour un montant illimité... et la spéculation desserre son étau sur l'Italie, l'Espagne, le Portugal, qui ne trouvaient à se financer qu'à des taux prohibitifs (tandis que d'autres, comme l'Allemagne, et même la France, pouvaient emprunter à des taux ...négatifs !). Il est vrai que ces rachats sont assortis de conditions draconiennes, qui s'apparentent à des abandons de souveraineté, consistant à s'engager dans un strict plan de « réformes » néolibérales.

La Cour constitutionnelle allemande de Karlsruhe donne, le 12 septembre, son feu vert au lancement du Mécanisme européen de stabilité.

La BCE se voit chargée de superviser le secteur bancaire européen.

Au cours de cette semaine décisive, le destin de l'euro s'est trouvé dans les mains non pas des politiques, mais de responsables non élus et inamovibles pendant leur mandat : les banquiers centraux de Francfort et les juges allemands de Karlsruhe. Cette situation pose un problème de légitimité démocratique.

L'Europe doit évoluer vers une « fédération d'Etats-nations », a affirmé le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, lors de son discours sur l'état de l'Union européenne devant les eurodéputés réunis à Strasbourg. « C'est de cela que nous avons besoin, c'est notre horizon politique ». Et cela, a-t-il ajouté, allait « à terme nécessiter un nouveau traité ».

François Hollande n'a pas, sur l'Europe, de projet politique de long terme qu'il puisse revendiquer. Peut-être espère-t-il qu'après une parenthèse de deux ans, l'Europe pourra devenir un horizon défendable.

Pour l'heure, il veut faire ratifier au plus vite par le Parlement le Traité pour la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG) de la zone euro, plus connu sous le nom de « Pacte budgétaire », tel qu'il a été signé par Nicolas Sarkozy le 25 mars dernier. François Hollande a renoncé à renégocier le TSCG et s'est contenté d'un « Pacte de croissance » annexé au traité. Véritable supercherie : ce pacte consiste à mobiliser 120 milliards d'euros déjà programmés par l'UE pour être dépensés d'ici 2014. Ce financement est trop faible (moins de 1 % du PIB) pour avoir un impact significatif sur la croissance. De plus, en mettant uniquement l'accent sur la croissance, les socialistes français s'abstiennent de toute interrogation sur les dimensions productivistes et antidémocratiques de la construction européenne.

En imposant que le « déficit structurel » d'un Etat soit inférieur à 0,5 %, le Pacte budgétaire va obliger à des coupes drastiques dans les dépenses publiques. Il va priver la puissance publique des moyens indispensables pour mener des politiques permettant d'engager la transition sociale et écologique.

Comme le dit Joseph Stiglitz, ancien directeur de la Banque mondiale, « pour sauver l'Europe, on va tuer l'Europe. Aucune grande économie ne s'est jamais sortie de la récession par l'austérité ».

**Les crises sociale, écologique et financière mondiales s'aggravent. Elles sont lourdes de dangers comme le montre le renforcement des extrêmes droites xénophobes et nationalistes. Ces crises**

**nécessitent une mobilisation de l'Europe, mais d'une Europe fondée sur la solidarité et la démocratie, d'une Europe qui se dégage de l'emprise des marchés financiers.**

## Bonnes nouvelles

**L'Assemblée liquide l'héritage fiscal de Sarkozy.** Après quatre jours de débat, la gauche a achevé de détricoter la loi TEPA, symbole du quinquennat précédent. (*Le Monde*, 21 juillet).

**150 000 contrats pour les jeunes en difficulté.** Ce premier texte de loi sera examiné lors de la session extraordinaire du gouvernement. Le nombre de 16-25 ans sans emploi et sans formation est estimé à un demi million de personnes. Les « emplois d'avenir » seront rémunérés au niveau du SMIC. (*Le Monde*, 30 août). [Le dispositif emplois-jeunes lancé fin 1997, et qui avait abouti à la création de 310 000 postes, a permis aux trois-quarts de ses bénéficiaires (restés au moins deux années en poste) d'occuper un emploi immédiatement après la fin de leur contrat. Parmi eux, 61 % sont restés chez leur employeur. L'insertion professionnelle a été rapide quand les jeunes ont rompu le contrat avant le terme de cinq ans, plus difficile dans le cas contraire. Pendant leur emploi-jeune, 60 % des jeunes ont préparé un diplôme ou un concours d'entrée dans la fonction publique, et 40 % l'ont obtenu. (*Le Monde*, 29 août)].

**M. Peillon crée 6000 postes dans le second degré.** Ce « plan d'urgence » pour la rentrée 2012 prévoit notamment l'arrivée de 500 assistants chargés de la sécurité. (*Le Monde*, 27 juin).

**Logement.** Pour pouvoir tenir la promesse de François Hollande, qui s'était engagé à construire 150 000 logements sociaux par an, la ministre de l'Égalité des territoires et du Logement a annoncé que 930 sites de l'État, mais aussi le foncier de certains établissements publics comme la SNCF ou Réseau ferré de France, pourraient, sous certaines conditions, être mis gracieusement à disposition pour construire des HLM d'ici à 2016. En tout, 2000 hectares, dont près de la moitié en Ile-de-France, sur lesquels seront construits 110 000 logements respectant un strict cahier des charges fixé par l'État. La loi comporte aussi une multiplication par cinq des sanctions prises à l'égard des communes ne respectant pas l'objectif de 20 % de logements sociaux. La loi SRU remaniée obligera d'ailleurs les communes qui en sont le plus dépourvues à porter ce taux de 20 à 25 % d'ici à 2025. (*Politis*, 8 septembre).

**Sans papiers.** La garde à vue des sans-papiers, et la rétention des enfants, sont supprimées (*Le Monde*, 12 juillet, 8-9 septembre)

**Trop énergivore, le chauffage électrique disparaît des logements neufs.** Aujourd'hui, sa part est inférieure à 20 % dans les immeubles qui se construisent en France, contre près de 70 % en 2008. Une nouvelle norme technique a eu raison de cette source d'énergie. (*Le Monde*, 9 – 10 septembre).

**Langue française.** Au moins 220 millions de personnes dans le monde parlent le français. Dans ses projections, l'Organisation internationale de la francophonie anticipe que l'Afrique, où vivent déjà environ la moitié des francophones du monde, en regroupera en 2050 environ 85 %, sur 715 millions de locuteurs, à la faveur de ses taux de natalité. (*Le monde*, 1<sup>er</sup>-2 juillet).

## Science

Les physiciens ont découvert le boson de Higgs avec une quasi-certitude. Cette particule qui explique pourquoi les choses ont une masse, théorisée en 1964, vient d'être détectée grâce à des collisions phénoménales réalisées dans le grand accélérateur du CERN. (*Le Monde*, 5 juillet).

## Justice et mémoire

**Les responsables des violences commises contre les altermondialistes au sommet du G8 à Gênes en 2001 sont définitivement condamnés.** Il s'agit de hauts responsables de la police italienne, qui se sont alors rendus coupables de coups et blessures, perquisitions arbitraires et constitution de fausses preuves. Le G8 de Gênes a été l'apogée des violences entre manifestants et forces de l'« ordre ». Son symbole reste Carlo Giuliani, un jeune militant, tué par un carabinier le 20 juillet 2001. Une affaire classée sans suite. L'assaut donné par les forces de l'« ordre » à l'école Diaz qui servait de dortoir à 300 altermondialistes ne fut pas moins sauvage. Une soixantaine de personnes furent blessées, dont certaines très grièvement. (*Le Monde*, 10 juillet).

**Ex-Yougoslavie.** Perpétuité requise contre l'ancien général serbe de Bosnie Zdrako Tolimir, pour son rôle dans le massacre de Srebrenica en 1995, où 8 000 Musulmans avaient été tués. (*Le Monde*, 23 juillet).

**Guatemala.** Un ex-chef de la police condamné pour crimes contre l'humanité, dont la « disparition forcée » d'Edgar Saenz, en 1981, qui n'a jamais reparu. (*Le Monde*, 23 juillet).

**Hongrie.** Un criminel nazi présumé a été arrêté. Il est accusé d'avoir participé à la déportation de milliers de juifs. (*Le Monde*, 20 juillet).

**Indonésie.** L'Indonésie commence à reconnaître les massacres anticommunistes de 1965. Ce crime de masse fit entre 500 000 et 1 million de morts. (*Le Monde*, 7 août).

**La cour Pénale internationale prononce sa première condamnation.** Un milicien congolais a été condamné à 14 ans de prison pour avoir enrôlé des enfants-soldats, en 2002 et 2003. (*Le Monde*, 12 juillet).

## Obésité

A l'échelle mondiale, le nombre de personnes en surpoids (environ un milliard et demi, dont 500 000 obèses) excède désormais celui des mal-nourris (environ un milliard). (*Le Monde diplomatique*, septembre).

## Sport spectacle (les dégâts du -)

« Je crois bien que je n'aime pas, que je n'ai jamais aimé, que je n'aimerai jamais le vélo » (*Jacques Anquetil*)  
« Il faut être un imbécile ou un faux jeton pour s'imaginer qu'on peut courir 365 jours par an sans stimulants », dit-il aussi. Le dopage est un mode de vie dont Anquetil ne se défera pas. Il est mort d'un cancer à 53 ans. (*Jean-Paul Dubois, dans Le Monde du 22 juin, rend compte d'un ouvrage de Paul Fournel, « Anquetil tout seul »*).

« Souvenons-nous de l'attribution des JO de 2012. Tony Blair triomphant, Jacques Chirac et Bertrand Delanoë effondrés. Paris était favori et Londres l'avaient emporté. Des Français le regrettaient. D'autres, moins nombreux, s'en félicitaient : c'est eux qui avaient raison. C'était la période de la finance triomphante. Nicolas Sarkozy prônait alors les prêts hypothécaires, à l'image de ce qui se pratiquait aux Etats-Unis ! Mais, le moment venu de tenir ses engagements, le vent avait tourné, et la Grande-Bretagne, engluée dans la récession, a dû se saigner aux quatre veines. On prétend que les investissements faits serviront dans l'avenir. C'est ce qu'on avançait déjà lorsqu'on a contraint les Grecs à organiser les JO d'Athènes. Les installations édifiées à cette occasion, certaines par des entreprises françaises, sont à présent délabrées, en ruine. Leur construction a contribué à gonfler la dette grecque. Des dépenses insensées, en pure perte, pour brandir pendant quelques instants des drapeaux et des médailles... (*Arthur Dymont, courrier des lecteurs, Le Monde, 10 août*).

## Travail

L'entreprise baigne tout entière dans un monde fictionnel où tout irait bien, un monde de « confiance », d'« écoute », d'« engagement », de « défi »... « L'erreur est peut-être de croire que le monde du travail est sérieux. C'est une vaste comédie dans laquelle chacun, de l'employé au directeur, joue un rôle pour lequel il est payé. Mais ce n'est jamais que le cachet d'un comédien pour une prestation : serrer des boulons, « manager » deux cent personnes... (...) Nous sommes probablement à l'aube d'une série de remises en question de la valeur du travail, non plus comme quotité par rapport à une entreprise, mais comme faisant partie d'un ensemble bien plus vaste, une sorte d'implication citoyenne : quel est mon rôle ? Qu'est-ce que j'apporte à mon entourage ? A ma ville ? » (*Thierry Beinstingel, dans Le Monde, 7 septembre, qui rend compte de son roman « ils désertent »*).

Un Roumain est assis au bord d'un lac et le regarde. Un Américain passe et lui demande : « Tu fais quoi, là ? – Rien, je regarde le lac. – Ben, tu peux au moins prendre une canne à pêche et pêcher. – Pourquoi faire ? », répond le Roumain. « Tu peux manger une partie du poisson et tu vends ce qui reste, tu te fais des sous. – Mais pourquoi faire ? », insiste le Roumain. « Avec l'argent, tu t'achètes une barque et tu pêcheras encore plus de poissons. – Oui, mais pourquoi faire ? – Tu es trop, toi, dit l'Américain, exaspéré. Avec les sous, tu t'achètes un bateau, tu embauches des gens qui vont pêcher pour toi, et toi tu ne feras rien., tu resteras là à regarder le lac. – Mais c'est ce que je fais là ». (*Blague roumaine rapportée par Mirel Bran, Le Monde, 10 août*).

## Plaisir

Le plaisir socratique, toléré et chanté depuis l'Antiquité, suscite encore un intense rejet de la part des autorités catholiques et musulmanes- sans parler de leurs talibans respectifs. Ainsi dimanche dernier, quelques milliers d'intégristes chrétiens manifestaient autour de la statue de Jeanne d'Arc pour dénoncer les « promesses destructrices pour la patrie » de François « le rouge ». Et d'abord le mariage gay. « Nous n'entendons pas que M. Hollande puisse renverser les repères moraux de la société française » a déclaré leur porte-parole. De fait, pour le catéchisme officiel, l'homosexualité est « contraire à la loi naturelle ». Ce même dimanche, à la télévision belge, suite au meurtre d'un jeune homo pendant la Gay Pride de Bruxelles, un professeur de religion islamique a aussi décrété l'amour bougre « antinaturel » et l'a damné. Mais c'est pourtant bien la nature, l'évolution –la sélection sexuelle- qui a offert au mâle humain un derrière chatouilleux, équipé d'une sorte de clitoris par-dedans, une glande tendre déclenchant d'intenses frissons. Elle a fabriqué un hermaphrodite doté de plusieurs organes sexuels, tous capables de mener à l'orgasme : une verge à l'embout électrique, des bourses procurant des sensations stupéfiantes, une fente musclée et profonde. Homosexuel ou non, ne pas jouir de ce cadeau des dieux, sacrifier cet autel, n'est-ce pas commettre un blasphème contre la vie même ? (*Je ne pense qu'à ça ! Frédéric Joignot, Le Magazine du Monde, 19 mai*).

## Bonheur

**La pauvreté recule mais les hommes ne sont pas plus heureux** (propos de l'économiste Daniel Cohen, *Le Monde*, 8 septembre)

En Chine, la croissance a été multipliée par quatre, mais le bonheur n'en a pas été amélioré pour autant. Le tiers supérieur de la société se dit plus heureux, le tiers du milieu n'a pas changé, le tiers inférieur se dit plus malheureux. D'un univers ultra-égalitaire, la Chine est passée à un système de grande insécurité, notamment en ce qui concerne le travail, et très individualiste. Le pays, à la société déjà vieillissante, doit impérativement bâtir un Etat-providence.

A un certain stade de développement, il n'y a plus d'amélioration du bien-être, comme l'a montré, enquêtes à l'appui, l'économiste américain Richard Easterlin en 1974.

Pourquoi ? L'homme dispose d'une extraordinaire capacité d'adaptation au bien et au mal, qui tend toujours à remettre les compteurs du bonheur à zéro. Ensuite, l'homme est fondamentalement un être de comparaison. Il est heureux relativement à la situation des autres et cette course poursuite est vaine, car les autres veulent toujours vous dépasser. La perception du bonheur évolue toutefois avec l'âge. Dans toutes les sociétés, les jeunes et les personnes âgées sont les individus se déclarant les plus heureux. S'ajoute un phénomène récent : à partir des années 1980, on a brisé l'équilibre qui existait entre la compétition, qui s'exprime dans le marché, et la coopération, qui existait à l'intérieur des institutions et des entreprises. Sous la triple pression de la libéralisation financière, de la révolution numérique et de la mondialisation, la compétition a tout envahi. On a sommé les individus de se conformer au modèle de l'*Homo economicus*, soucieux de son seul bien-être et en compétition avec les autres.

## France

### Prison

Un SDF sorti de détention au mois de juin a été interpellé le 14 juillet après avoir caillassé une voiture de police. L'homme voulait « retourner en prison ». Jugé en comparution immédiate, le SDF a obtenu gain de cause : le tribunal l'a condamné à trois mois de prison ferme (*Le Monde*, 18 juillet). [*Les prisons doivent elles être un substitut aux logements manquants ? ou d'ailleurs aux hôpitaux psychiatriques ?*]

La ministre de la justice Christiane Taubira doit installer le 18 septembre une « conférence de consensus » sur les questions de **récidive** et de dangerosité rassemblant experts, spécialistes institutionnels et intervenants de terrain. Elle veut généraliser les peines de **probation** pour la petite délinquance, une alternative à l'incarcération assortie d'un suivi intense.

Depuis dix ans, le système pénal est en effet engagé dans une course folle, qui est aussi une course à l'abîme : en 2001, 20 837 personnes ont été écrouées, et 88 058 en 2011 ; la durée moyenne de détention a augmenté (8,1 mois en 1999 contre 9,8 mois en 2011).

Serait-ce qu'il y a plus de délinquance ? Non ! En France, les délits et les crimes constatés ne cessent de décroître : 51,7 pour 1000 habitants en 2001, 34,8 pour mille en 2010, alors que la population carcérale atteint chaque mois de nouveaux records.

Et cela n'a réduit en rien la récidive : 63 % des sortants de prison sans aménagement de peine étaient à nouveau condamnés dans les 5 ans (contre 39 % pour les sortants en libération conditionnelle).

La probation se définit comme « une série d'activités et d'interventions qui impliquent suivi, conseil et assistance dans le but de réintégrer socialement l'auteur d'infraction dans la société et de contribuer à la sécurité collective. Il ne s'agit pas seulement de contrôler la dangerosité du condamné, mais aussi ses ressources propres, ses besoins et ses carences. 25 % des entrants en prison sont sans ressources, 25 % sans domicile, avec un niveau de qualification faible, un état de santé dégradé, des problèmes psychiatriques lourds et souvent une histoire familiale heurtée.

Il y a aujourd'hui en France 4000 conseillers d'insertion et de probation débordés, qui gèrent chacun jusqu'à 180 dossiers (contre 25 en Suède).

Les résistances promettent d'être nombreuses, mais la peine de probation pourrait bien être un tournant dans l'histoire des prisons. (*Le Monde*, 21 août).

### Montrouge

Les objectifs principaux de l'AMAP Montrouge : préserver des terres agricoles situées en zone péri urbaine ; garantir un revenu aux paysans partenaires en les affranchissant des circuits de distribution longs et générateurs de gâchis ; recréer des liens entre agriculteurs et consommateurs ; se faire plaisir en goûtant des légumes sains et savoureux, produits en Ile-de-France, consommés frais et mûrs.

Distribution des paniers tous les mercredis de 18 H 30 à 19 H 45 sous la Halle de la Marne (Avenue de la Marne).

Légumes, chaque semaine : les paniers complets ont une valeur moyenne à l'année de 16 €, les demi-paniers de 8 € (exemple de panier complet : 2 concombres, 500 g oignons jaunes, 1 kg de haricots verts, 1 kg de pommes de terre Franceline, 1 kg de courgettes, 2 courgettes rondes, 2 salades, 1,5 kg tomates anciennes, 1 barquette tomates cerises).

Fruits, tous les 15 jours : pommes et poires (fruits rouges en saison). Exemple : petit panier à 6 € : 1,5 kg de pommes + 4/5 poires.

Volailles et œufs, une fois par mois. Poulets, poids moyen de 1,9 kg, prix sur la base de 10 € le kg. Œufs : contrat pour 6 ou 12 œufs mensuels au prix de 2,90 € les 6 ou 5,80 € les 12. (*tract distribué au forum des associations. www.amapmontrouge.org*)

### Courrier des lecteurs

**LG** A propos de méthane et de ruminants, une solution connue serait de changer non pas la flore bactérienne de ces braves bêtes mais leur alimentation ! Il est établi que l'incorporation à celle-ci d'une faible proportion de lin (qu'il faudrait se remettre à cultiver) diminue grandement les dégagements de méthane, avec d'autres effets bénéfiques (meilleure lactation, meilleure qualité de la viande)

Lire par exemple [http://www.maxisciences.com/m%E9thane/du-lin-pour-reduire-la-quantite-de-methane-emise-par-les-ruminants\\_art2007.html](http://www.maxisciences.com/m%E9thane/du-lin-pour-reduire-la-quantite-de-methane-emise-par-les-ruminants_art2007.html) ou <http://www.tradilin.ch/> (ou interroger google)

Sur le site <http://pagesperso-orange.fr/citoyens-a-montrouge> on peut lire notamment d'anciens numéros de cette lettre « Citoyen du monde à Montrouge », et des notes de lecture, ...). Si vous souhaitez que cette lettre mensuelle soit adressée à d'autres personnes de votre connaissance, indiquez leur adresse électronique à [jean-paul.alletru@wanadoo.fr](mailto:jean-paul.alletru@wanadoo.fr). N'hésitez pas à la rediffuser. Si vous souhaitez ne plus la recevoir, ou si vous voulez faire part de réactions, commentaires, informations, faites le savoir par un message à cette même adresse.